



## **Assemblée générale**

**PROVISOIRE**

**A/45/PV.30**

**24 octobre 1990**

**FRANCAIS**

---

**Quarante-cinquième session**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 30e SEANCE**

**Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 15 octobre 1990, à 11 heures**

**Président :**

**M. de MARCO**

**(Malte)**

**La situation au Cambodge [32]**

- a) Rapport du Secrétaire général**
- b) Projet de résolution**

**Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux [8] (suite)**

- a) Lettre du Président de la Deuxième Commission**
- b) Demande d'inscription d'une question présentée par le Secrétaire général**

**Organisation des travaux**

---

**Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.**

**Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.**

La séance est ouverte à 11 h 20.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

LA SITUATION AU CAMBODGE

- a) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/45/605)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/45/L.5)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : J'estime que le projet de résolution A/45/L.5 est un texte équilibré qui reflète dûment les préoccupations des parties concernées et souligne l'urgente nécessité de parvenir à une solution politique globale de la situation en ce qui concerne le Cambodge.

Par conséquent, le projet de résolution que je présente est le résultat d'un consensus entre les parties. Je suis certain que l'Assemblée l'adoptera également par consensus.

La situation au Cambodge retient depuis longtemps déjà l'attention de l'Assemblée générale et de la communauté internationale. Au cours des années, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ainsi que d'autres pays, en particulier l'Australie, ont déployé des efforts considérables en vue d'aboutir à un règlement politique global du problème cambodgien. Ces efforts ont abouti récemment à un large accord sur les grandes lignes d'un règlement politique global du problème cambodgien.

**Le Président**

Le 20 septembre 1990, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 668 (1990), approuvait le cadre sur lequel s'étaient mis d'accord les cinq membres permanents du Conseil, compte tenu de l'évolution récente des événements. Les progrès qui avaient été réalisés jusque là ont incité les pays de l'ANASE, en consultation avec les autres parties intéressées et l'ensemble des Membres des Nations Unies, à oeuvrer pour faire adopter par l'Assemblée générale un projet de résolution à longue portée, reflétant un esprit de coopération et de conciliation. L'amertume et l'acrimonie du passé devraient être laissées de côté. Ce qui importe maintenant c'est que toutes les parties concernées aient l'occasion d'aller de l'avant et de déployer de nouveaux efforts pour assurer la réalisation rapide d'un règlement politique d'ensemble.

Puis-je faire remarquer que ce qui a été obtenu jusqu'ici a été le résultat de la diplomatie discrète mais inlassable dont ont fait preuve les parties intéressées avec pour objectif commun la paix dans la région.

L'Assemblée générale, en adoptant le projet de résolution par consensus, en accord avec le Conseil de sécurité, donnera une nouvelle impulsion à la réalisation rapide d'un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien.

Avant de prendre une décision sur le projet de résolution, je voudrais souligner que dans le cadre de l'accord entre les parties directement intéressées, il a été convenu qu'il n'y aurait pas de débat sur la question à l'Assemblée générale. Il est donc suggéré que nous nous en tenions à cet accord, qui est destiné à permettre un appui aussi large que possible à ce projet de résolution. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale accepte de ne pas discuter le point en question.

**Il en est ainsi décidé.**

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/45/L.5.

Si le projet de décision était adopté, le Secrétaire général estime qu'il est difficile de fournir, à l'heure actuelle, des estimations précises quant aux ressources nécessaires à la mise en oeuvre du projet de résolution, étant donné qu'elles dépendront dans une large mesure du rythme des progrès dans les négociations en cours en vue d'un règlement politique d'ensemble du problème cambodgien. L'on s'attend toutefois à ce que ces besoins puissent être satisfaits

Le Président

dans le cadre des ressources prévues au chapitre 3E, Asie du Sud-Est : Affaires politiques et humanitaires, du budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

Si ces ressources se révélaient insuffisantes, des propositions à cet égard seraient présentées à l'Assemblée générale, conformément aux procédures habituelles.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter ce projet de résolution?

Le projet de résolution A/45/L.5 est adopté (résolution 45/3).

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée a ainsi achevé l'examen du point 32 de l'ordre du jour.

**POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)**

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX :**

- a) LETTRE DU PRESIDENT DE LA DEUXIEME COMMISSION (A/45/616);
- b) DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION PRESENTEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL (A/45/235)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Dans le cadre de l'organisation de nos travaux, nous allons maintenant examiner les demandes contenues dans la lettre datée du 8 octobre 1990 du Président de la Deuxième Commission (document A/45/616) et dans la note du Secrétaire général datée du 12 octobre 1990 (document A/45/235). S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale est d'accord pour que, compte tenu des circonstances décrites dans la lettre du Président de la Deuxième Commission et dans la note du Secrétaire général, il ne soit pas tenu compte des dispositions de l'article 40 du Règlement intérieur qui exige une réunion du Bureau pour examiner la question du renvoi d'un point subsidiaire ou de l'inscription et de l'attribution d'un point à l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant passer à l'examen de la demande contenue dans le document A/45/616.

Vous vous souviendrez que, lors de sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1990, l'Assemblée avait attribué à la Deuxième Commission l'examen du point 79 c) intitulé "Bilan de l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés". Dans la lettre qui est maintenant soumise à l'Assemblée, il est demandé que :

Le Président

"... compte tenu de l'importance de la question, le débat sur le point 79 c) de l'ordre du jour ... se tiendra directement en séance plénière, étant entendu qu'une décision appropriée sur ce point subsidiaire serait prise par la Deuxième Commission." (A/45/616)

La demande dont l'Assemblée est maintenant saisie nécessite donc un réexamen de la décision prise à la 3e séance plénière concernant l'attribution à la Deuxième Commission du sous-point c) du point 79 de l'ordre du jour. Par conséquent, une décision à ce sujet est requise, conformément à l'article 81 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, qui stipule :

"Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même session, sauf décision contraire de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la motion, après quoi elle est immédiatement mise aux voix."

S'il n'y a pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée accepte de réexaminer la question de l'attribution du sous-point c) du point 79 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A la lumière de la décision que nous venons de prendre, nous pouvons maintenant examiner la demande qui figure au document A/45/616. Conformément à cette demande, le débat sur le point 79 c) de l'ordre du jour devrait, compte tenu de l'importance de la question, se tenir directement en séance plénière, étant entendu qu'une décision appropriée sur ce point subsidiaire serait prise par la Deuxième Commission.

S'il n'y a pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale est d'accord sur la demande qui figure au document A/45/616?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée générale ayant accédé à la demande qui figure dans le document A/45/616, je tiens à informer les membres que le débat sur le point 79 c) de l'ordre du jour aura lieu en plénière le 1er novembre dans l'après-midi.

Nous allons maintenant examiner la demande qui figure au document A/45/235. Par sa résolution 43/72 du 7 décembre 1988, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement". Toutefois, par suite d'une erreur d'ordre technique, on a omis d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session, qui figure dans le document A/45/150. Il est donc proposé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente session. Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Il est en outre proposé de renvoyer cette question à la Première Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée décide de renvoyer cette question à la Première Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Le Président de la Première Commission sera informé des décisions que nous venons de prendre.

#### ORGANISATION DES TRAVAUX

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : J'aimerais rappeler aux délégations que lors de la 26e séance plénière, le mardi 9 octobre, elles ont été informées du programme de travail provisoire pour le mois d'octobre.

Je tiens à informer les membres d'un changement et de l'adjonction d'un point dans le programme de travail provisoire pour le mois d'octobre. Le point 21, intitulé "Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains", dont l'examen était initialement prévu pour demain matin, sera examiné le jeudi 25 octobre, dans l'après-midi. Le mardi 23 octobre, dans l'après-midi, l'Assemblée examinera en outre le point 13, intitulé "Rapport de la Cour internationale de Justice".

La séance est levée à 11 h 35.